

Au Mali, une journée de vote presque normale pour la présidentielle

Le suspense reste entier sur la tenue ou pas d'un second tour

BAMAKO - *correspondance* **Saccage de bureaux de vote**

Sur le couvercle de l'urne, les colliers de serrage en plastique jaune font de la résistance. Ils finissent par sauter un à un après plusieurs coups de lame de cutter, sous le regard vigilant de la dizaine de délégués des partis présents dans la salle de classe. Il est 18 heures, dimanche 29 juillet. Dans le bureau de vote numéro 3 du lycée Mamadou-Sarr, dans la commune 4 de Bamako, assesseurs, président de bureau, délégués et observateurs sont dans la pénombre. Comme dans la plupart des 23 041 bureaux de vote malien, c'est à la lampe-tempête qu'il a fallu faire le dépouillement. Il n'en sera que plus fastidieux. Une heure trente pour 252 bulletins.

Les deux candidats présentés comme favoris pendant la campagne électorale, le chef de l'Etat sortant, Ibrahim Boubacar Keïta, et Soumaïla Cissé, de l'Union pour la République et la démocratie, étaient toujours, lundi matin, dans l'attente de savoir si un second tour, prévu le 12 août, sera nécessaire.

Si Bamako a voté dans le calme, dans le nord et dans le centre du pays, des incidents sécuritaires ont pourtant perturbé le scrutin. Selon un communiqué du ministère de l'administration territoriale, publié dimanche soir, le vote n'a pas pu se tenir dans 644 bureaux de vote, en raison « d'attaques à main armée et autres violences ». Plus de 80 % de ces bureaux se situent dans le centre du pays, une zone qui voit se multiplier les actes terroristes et les conflits intercommunautaires depuis plus d'un an et demi. Toujours selon le ministère, dans 3 988 autres bureaux du nord et du centre, les électeurs ont pu voter, mais le processus a été perturbé. Au total, près d'un bureau sur cinq a vu le déroulement du vote perturbé ou annulé, en raison de l'insécurité dans ces deux zones qui concentrent 36,6 % du corps électoral.

Saccage de bureaux de vote et dix-huit urnes volées dans la région de Tombouctou, tirs d'intimidation à Hombori et Drimbé, et agression d'agents électoraux à Gandamia et Ourenema dans la région de Mopti, dans le centre du Mali... Au moins une quinzaine

d'incidents sécuritaires ont été répertoriés. A Aguel'hoc, dans la région de Kidal, ce sont une dizaine d'obus qui se sont écrasés, dont certains à proximité du camp de la Minusma, la mission des Nations unies au Mali, et d'un centre de vote, sans causer de morts ni de blessés.

« Nous déplorons le fait que l'Etat a failli à sa mission de sécurisation du scrutin. En dépit du déploiement annoncé de plus de 30 000 agents des forces de sécurité, nous exhortons les autorités à en tirer toutes les conséquences », a réagi Tiébilé Dramé, le directeur de campagne de Soumaïla Cissé. Son homologue rival, Bocary Tréta, note de son côté une amélioration de la situation, comparé au dernier scrutin de 2016. « Le scrutin présidentiel de 2018 a été organisé dans des localités où cela n'avait pas été possible, lors des élections communales de 2016. Ce qui est un grand progrès, a déclaré Bocary Tréta. Bien sûr, je reconnais que nous sommes dans un pays qui cherche à sortir d'une crise profonde. Ça et là, nous avons noté quelques cas de violences, mais qui sont, à mon sens, des cas isolés. » ■

MORGANE LE CAM